

Chiffres clés

Situation courante :
Octobre-Décembre 2022

28,9 millions

de personnes soit 7,6 % de la population analysée sont en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée :
Juin-Août 2023

41,8 millions

de personnes soit 11% de la population analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

Les 16 pays analysés de la région sahélienne et ouest-africaine comptent en Octobre-Décembre 2022 environ 28,9 millions de personnes (dont 17 millions au Nigeria) en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5). Ce chiffre pourrait atteindre en Juin-Août 2023, 41,8 millions (avec environ 25 000 en catastrophe et 3 million en urgence) dont 25,3 millions de personnes au Nigeria, 3,5 millions au Burkina Faso, 2,8 millions au Niger, 1,5 million au Tchad et 14 million au Sénégal.

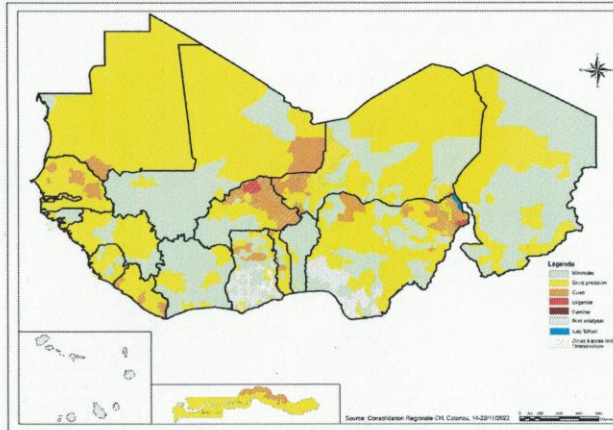
La situation sécuritaire continue de se dégrader dans la région surtout dans les zones du Liptako Gourma (zone des 3 frontières entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali). Elle demeure toujours préoccupante au Nord-Est, au Centre-Nord et au Nord-Ouest du Nigeria (Borno, Adamawa, Yobé, Kastina, Kaduna, Sokoto, Zamfara et l'Etat du Niger). Cette situation a occasionné des pertes en vies humaines, la perturbation des activités liées aux moyens d'existence et aux échanges commerciaux. L'insécurité civile a aussi entraîné des mouvements de population avec la présence de près de 8 millions de personnes déplacées internes (PDI) : source OIM) dans la région en particulier au Nigeria (4,3 millions), au Burkina Faso (1,9 million), Tchad (0,5 million) au Mali (0,4 million) et au Niger (0,3 million).

En plus des défis sécuritaires, plusieurs pays de la région, notamment le Niger, le Burkina Faso, le Nigeria, le Sénégal et le Tchad ont été affectés par des inondations occasionnant plusieurs pertes en vies humaines et des dégâts matériels considérables. Par ailleurs, la production agricole prévisionnelle 2022-2023 annonce une hausse de production céréalière régionale de comparativement à l'année dernière.

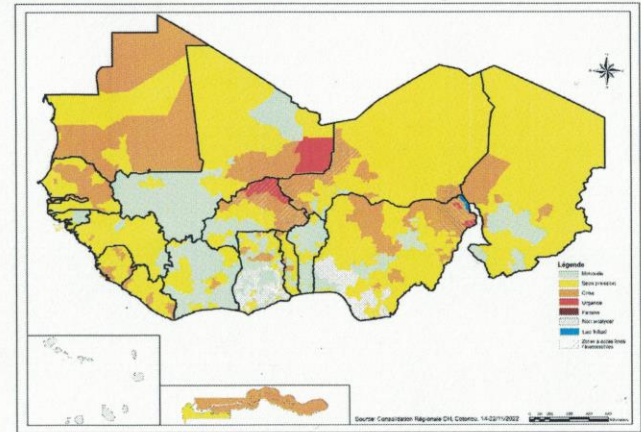
Méthodologie

Les présents résultats sont issus des analyses nationales qui se sont déroulées entre octobre et novembre 2022 sur la base de la version 2.0 du Cadre Harmonisé. L'absence de données n'a pas permis de conduire l'analyse au Cap Vert. Les données prises en compte dans les analyses sont essentiellement issues des enquêtes de sécurité alimentaire et de vulnérabilité (score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire des ménages, indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages), des analyses d'économie des ménages (HEA), des enquêtes nutritionnelles (MAG- P/T ou PB) et des données de mortalité (TMMS, TBM). Les analyses nationales ont été revues, harmonisées et validées par le Comité technique régional du Cadre Harmonisé (Cotonou, 14-22 novembre 2022). Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, FEWS NET, FICR, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Situation courante : Octobre-Décembre 2022



Situation projetée : Juin-Août 2023



Situation courante : Octobre-Décembre 2022

28,9 millions de personnes
= 7,6 % de la population analysée sont en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	274,3 millions de personnes
Phase 2	76 millions de personnes
Phase 3	27,5 millions de personnes
Phase 4	1,4 million personnes
Phase 5	4 700

Légende

- Phase 1 : minimale
- Phase 2 : sous pression
- Phase 3 : crise
- Phase 4 : urgence
- Phase 5 : famine
- Non analysé
- Zones partiellement inaccessibles

Situation projetée : Juin-Août 2023

41,8 millions de personnes
= 11% de la population analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	234 millions de personnes
Phase 2	103,2 millions de personnes
Phase 3	38,8 millions de personnes
Phase 4	3,1 millions de personnes
Phase 5	25 000 personnes

Facteurs déterminants



Inflation

Baisse du pouvoir d'achat des populations en lien avec la détérioration du taux de change des monnaies locales en Sierra Leone, au Nigeria, au Ghana et en Guinée.



Insécurité civile

Fragilisant les moyens d'existence des populations et notamment dans les zones du Liptako-Gourma et au nord-est, nord-ouest et centre du Nigeria



Nombre élevé de déplacés internes

7,3 millions des déplacés internes (PDI) au Nigeria, au Burkina Faso, au Niger, au Mali, en Mauritanie et au Tchad.



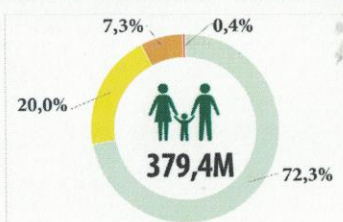
Dysfonctionnement des marchés

Les échanges commerciaux sont fortement perturbés par l'insécurité et les déplacements internes dans les zones affectées.

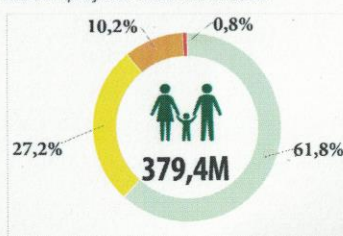
Chocs climatiques

Des inondations sont enregistrées dans la région et quelques attaques des ennemis de culture notamment la chenille légionnaire.

Situation courante : Octobre-Décembre 2022



Situation projetée : Juin-Août 2023



Recommandations

Actions urgentes :

- Elaborer et mettre en œuvre des programmes d'urgence pour assister les 28,9 millions de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle en phase de crise ou pire dans tous les pays afin d'éviter l'érosion totale des moyens d'existence et sauver les vies humaines;
- Faciliter l'accès aux humanitaires pour les interventions d'urgence dans les zones difficilement accessibles;
- Concevoir des plans de réponses en faveur des populations vulnérables (phase 2 et plus) pour protéger leurs moyens d'existence ;
- Elaborer et mettre en œuvre le plan opérationnel de gestion de la transhumance transfrontalière pour réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs particulièrement dans les pays côtiers qui abritent les zones d'accueil des transhumants ;
- Poursuivre et renforcer les actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition dans les zones à travers des plans de réponses actualisés.

Pour renforcer le dispositif de veille et de suivi :

- Poursuivre et renforcer les capacités des systèmes nationaux d'information en matière de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- Poursuivre les actions de renforcement des capacités techniques des membres des Cellules Nationales d'Analyse du Cadre Harmonisé pour une meilleure appropriation de l'outil;
- Poursuivre et renforcer la veille informationnelle sur les marchés et dans les zones à risques identifiées.